

Le Calvé Ivičević, Evaine. »L'édition périodique en français au Québec à la lumière du biculturalisme de la Conquête au Dominion«, u: Matas G./ Kostadinov B. (ur), *Implications sociales et culturelles du multiculturalisme*, HKAD, Zagreb, 2010-2011, str. 145-158, ISBN 978-953-7395-39-1, CROSBİ - Pregled bibliografske jedinice broj: 847607 (izvorni znanstveni članak)

## **L'édition périodique en français au Québec à la lumière du biculturalisme de la Conquête au Dominion**

Evaine Le Calvé Ivičević

Filozofski Fakultet u Zagrebu

### **Résumé:**

Le présent article s'efforce de retracer l'évolution de l'activité d'édition périodique en français au Québec depuis ses premiers pas jusqu'au lendemain de la création du Dominion du Canada. Après un court préambule sur la situation de l'édition en français à l'époque de la Nouvelle France, notre réflexion s'organisera autour de quatre thèmes charnières : Information, Education, Identité, la France. Notre présentation s'accompagnera d'un questionnement sur le possible impact porté sur l'activité d'édition par la situation particulière au sein de la colonie britannique que connaissent la communauté francophone et la langue française au cours du 19<sup>ème</sup> siècle. Nous tenterons, en nous penchant plus particulièrement sur la presse et l'édition périodique, et sans nous intéresser à l'édition officielle, de mettre en lumière comment et dans quelle mesure le multiculturalisme a influé au cours de cette période le développement de l'activité éditoriale et ses objectifs. L'ambition de cette étude n'est pas tant de donner des réponses à toutes les observations formulées que de tracer les voies pour un travail plus détaillé et de plus grande envergure que celui-ci.

**Mots clés:** édition périodique en français, Québec, imprimerie, presse, revue, publication francophone

## **L'édition périodique en français au Québec à la lumière du biculturalisme de la Conquête au Dominion**

Comme tout genre de science ne sert pas seulement à instruire, et à amuser le lecteur particulier, mais doit aussi conduire au bien du Public, il y a lieu d'espérer, qu'une Gazette soigneusement compilée, écrite avec choix des matières, sans partialité, et avec une liberté convenable, ne manquera pas d'être encouragée, comme tout le monde sent combien un imprimé de cette nature est nécessaire dans cette colonie.

Les Imprimeurs au public, *Gazette de Québec*, jeudi 21 juin 1764

### **Préambule**

Dès les tous premiers pas de la présence française en Canada, la rencontre avec le Nouveau monde, l'installation des premiers établissements et les contacts avec les nations autochtones suscitent de nombreux écrits.

Entre 1534, date du premier voyage de Jacques Cartier, et 1760, année de la capitulation de la Nouvelle-France, les acteurs et les témoins de l'aventure française en Amérique du nord vont rédiger récits de voyages, rapports, relations, écrits spirituels, correspondances, dictionnaires et grammaires.

La vallée du Saint-Laurent, qui très vite va mobiliser tous les efforts de colonisation des Français, suscite donc jusqu'à la fin du Régime français la rédaction d'un assez important corpus de documents.

Cependant, le projet colonial français ne prévoit pas de laisser à la Nouvelle-France la liberté d'imprimer, aussi tous les écrits de la colonie sont-ils édités en France, pour la plupart à Paris. En effet, en dépit des demandes adressées dès le 17<sup>ème</sup> siècle par les pères jésuites et les Sulpiciens de Québec, puis en 1744 par le gouverneur La Galissonnière, le roi (il s'agit alors de Louis XV) refuse de doter la Nouvelle-France d'une imprimerie. Ainsi le ministre de la Marine écrit-il au marquis de La Jonquière, le 4 mai 1749: «Monsieur de La Galissonnière a proposé d'établir une imprimerie dans la colonie : laquelle il a représentée devoir y être d'une grande utilité pour la publication des ordonnances et des règlements de police . . . le Roi ne jugeant pas à propos de faire la dépense d'un pareil établissement, il faut attendre que quelque imprimeur se présente pour y pourvoir et dans ce cas j'examinerai à quelles conditions il pourra convenir de lui

donner un privilège.»<sup>1</sup> De toute évidence, aucun imprimeur n'exprima le désir de s'établir à Québec, et ainsi les sujets canadiens se virent-ils privés de la possibilité d'éditer leurs textes.

Il faut donc attendre la fin du Régime français et l'instauration de l'administration britannique pour que naisse l'activité d'édition en français sur les rives du Saint-Laurent.

### **Information**

1764 marque l'installation du premier atelier d'imprimerie en Canada, désormais colonie britannique, avec la venue à Québec de William Brown et Thomas Gilmore, imprimeurs de Philadelphie. Poursuivant le projet conçu et annoncé par un prospectus dès 1763, ils créent *The Quebec Gazette / La Gazette de Québec*, dont le premier numéro sort le 21 juin 1764. Au-delà de son objectif annoncé, qui est de *publier en Anglais, et en Français, sous le titre de La Gazette de Québec, un recueil d'affaires étrangères, et de transactions politiques*<sup>2</sup>, son ambition est beaucoup plus vaste, puisqu'elle déclare vouloir informer *afin qu'on puisse se former une idée des différents intérêts, et des connexions réciproques, des puissances de l'Europe* et promet de relater *chaque débat intéressant*. Il s'agit donc ici d'un vaste programme, qui revient ni plus ni moins à susciter la naissance d'une opinion publique.

L'initiative en revient à deux Anglais. Qui en effet, parmi les sujets francophones de cette nouvelle province britannique, aurait eu l'idée de se lancer dans une telle entreprise! Habités à dépendre entièrement des décisions de Paris, tant pour la circulation des idées que pour celle des personnes et des marchandises, soumis au double poids que fait peser la condition de sujets d'une colonie d'un Etat autocratique, les Canadiens<sup>3</sup> n'ont aucune expérience de la vie politique, encore moins du journalisme. Il ne faut donc pas s'étonner si des anglophones s'engagent les premiers dans l'activité d'édition journalistique, tandis que les francophones peineront un certain temps encore à maîtriser les outils de la démocratie. La première conséquence de la Conquête pour

---

<sup>1</sup> Cité d'après Lamontagne, Roland. « La contribution scientifique de La Galissonnière au Canada », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 13, n° 4, 1960, p. 509-524.

<sup>2</sup> Les Imprimeurs au public, *Gazette de Québec*, jeudi 21 juin 1764.

<sup>3</sup> A savoir les sujets d'origine française.

l'édition en français est donc positive dans le sens où se crée une société qui rend possible l'information et le débat politique.

L'initiative de Brown et Gilmore suscite rapidement des vocations. On recense quelque 65 imprimeurs qui ont travaillé dans la seule ville de Québec entre 1764 et 1859<sup>4</sup>. Les premières presses québécoises produisent des gazettes, des brochures, mais aussi des almanachs, des livres religieux, des essais politiques, des manuels, et autres. Cependant, l'aspect le plus important de l'édition reste jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> la presse périodique: entre 1764 et 1840, on assiste à la fondation de plus d'une centaine de papiers périodiques au Québec<sup>5</sup>. Certes, il convient de préciser de près de la moitié des publications ne dure guère plus d'une année, mais il n'en demeure pas moins qu'un tel essor témoigne de l'éveil de la société canadienne, et la presse demeurera jusqu'à l'aube du 20<sup>ème</sup> siècle un outil de communication essentiel.

Le premier journal de la Province est tout d'abord bilingue<sup>6</sup>, conséquence prévisible du contexte biculturel, et même si le français n'est pas une langue officielle, il ne semble pourtant pas défavorisé dans le Bas-Canada: entre 1764 et 1859, 38 journaux paraissent en anglais, 44 en français et 5 sont bilingues<sup>7</sup>. La prédominance politique et économique de l'anglais ne représente donc pas une circonstance aussi négative qu'on pourrait le craindre au niveau de la production journalistique en français. On ne peut certes en dire autant au sujet de la qualité de la langue ainsi diffusée, mais cette question constitue un autre sujet, qui a certes à voir avec le biculturalisme, mais se situe en dehors du cadre de la présente étude.

La multiplication des ateliers contraint les imprimeurs, compte tenu du public relativement réduit auquel s'adresse leur production, à faire preuve d'ingéniosité pour varier leurs sources de revenu. Ainsi les imprimeurs se font-ils aussi éditeurs, relieurs et

---

<sup>4</sup> Galarneau Claude, Les métiers du livre à Québec (1764-1859), *Les Cahiers des dix*, n°43, 1983, p. 145.

<sup>5</sup> Doyon, Nova, Le rôle de la presse périodique au Bas-Canada tel que présenté dans les prospectus : assurer la postérité de la nation canadienne, dans: *Amérique terre d'utopies: les défis de la communication sociale*, Salvador (Bahia, Brésil), 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2002, p. 2.

<sup>6</sup> La *Gazette* paraît tout d'abord hebdomadairement et en édition bilingue, avant d'évoluer dans la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle pour paraître en anglais les lundi, mercredi et vendredi, et en français les mardi, jeudi et samedi.

<sup>7</sup> cf. *Québec ville et capitale*, sous la direction de Serge Courville et Robert Garon, Presses de l'Université Laval, Québec, 2001, p. 138.

libraires, en se lançant dans la vente de livres et imprimés<sup>8</sup>. C'est le cas de Brown et Gilmore, mais aussi après eux de Neilson, ou encore de Fleury Mesplet<sup>9</sup>, pour ne citer que ces figures célèbres.

Autre signe d'ingéniosité: la réclame. Qu'ils s'adressent à un public anglophone, francophone ou paraissent en éditions bilingues, tous les propriétaires et rédacteurs de journaux ont en commun le fait qu'ils ouvrent leurs colonnes aux annonces publicitaires, qui contribuent à assurer le financement de leur journal<sup>10</sup>. Ainsi, plutôt que sur la tradition française, la conception de l'imprimé au Québec se façonne sur le modèle américain, tourné à la fois vers l'initiative et l'efficacité. Cette conception est visible dès le premier numéro de *La Gazette de Québec*, avec la présence d'un «avertissement» en page 4, et les annonces publicitaires acquerront par la suite une place à part entière dans tous les titres, jusqu'à s'afficher sur la une de plusieurs d'entre eux.

En quelques décennies, la Province de Québec va se doter d'une presse d'opinion<sup>11</sup> dont les orientations se déclinent à l'unisson des formations politiques auxquelles les divers titres font le plus souvent pendant, et parmi lesquels on trouve loyalistes, conservateurs, réformistes, libéraux et patriotes. Il est à ce propos intéressant de remarquer que si certaines options politiques (notamment loyaliste vs patriote) reproduisent à première vue les clivages communautaires, elles ne reflètent pas de net clivage linguistique. Citons pour exemple la *Gazette de Québec* qui paraît en français mais néanmoins s'affirme comme un journal loyaliste, tandis que le *Canadian Vindicator* soutient en langue anglaise les thèses du Parti patriote.

L'évolution du pays favorise le développement d'un journalisme politique très vivant. L'instauration des premières Assemblées délibérantes suscite des joutes animées entre les figures politiques en vue, qui savent susciter l'intérêt du public canadien

---

<sup>8</sup> Notons à ce propos que l'importation de livres en feuilles était assez fréquente à l'époque pour faire de la reliure une activité lucrative, comme l'illustre l'aventure de Charles-Odilon Beauchemin, ancêtre de la maison d'édition du même nom.

<sup>9</sup> *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada: de 1840 à 1918*, sous la direction de Yvan Lamonde, Patricia Fleming, Fiona A. Black, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2005, p. 68

<sup>10</sup> cf. *Québec ville et capitale*, sous la direction de Serge Courville et Robert Garon, Presses de l'Université Laval, Québec, 2001, p. 139.

<sup>11</sup> C'est en 1778 qu'est créée par Fleury Mesplet, à Montréal, la deuxième imprimerie de la Province et la *Gazette du commerce et littéraire*. Une présentation complète de la presse réclamerait que nous mentionnions les titres en anglais, ce qui dépasse le cadre de notre étude. Nous nous contenterons de citer le *Quebec Mercury* (1<sup>er</sup> numéro le 19 novembre 1804), farouchement anti-patriote et qui marquera son époque.

français. Leur objectif n'est pas seulement d'informer, mais aussi d'éclairer leur public sur les rouages du parlementarisme, et enfin de le mobiliser autour d'un projet de société nettement conditionné par la perspective spécifique de la communauté francophone<sup>12</sup>. Dans ce sens, l'activité d'édition périodique joue un rôle prépondérant dans la diffusion des valeurs et des modèles autour desquels ou sur lesquels va se bâtir l'identité canadienne française. Plus qu'une tâche, l'édition remplit une mission, avec pour premier souci affiché celui de prodiguer une éducation à la population francophone.

## Education

Force est de constater que le livre en français est au cours du 19<sup>ème</sup> siècle condamné à ne toucher qu'un public restreint. Conséquence de la Conquête et malgré les tentatives entreprises pour endiguer ses conséquences sur l'enseignement public<sup>13</sup>, l'effondrement de la fréquentation scolaire frappe durement la population francophone, au point que l'illettrisme est le lot de quelque 60% de Québécois en 1850<sup>14</sup>. Par ailleurs, les francophones composent une population majoritairement rurale: outre les difficultés qu'elle éprouve à accéder à la production culturelle balbutiante du pays, elle est économiquement faible. Le livre est donc doublement inaccessible, puisqu'il est dispendieux et diffusé dans les centres urbains, et il serait illusoire d'envisager une activité d'édition portée par le livre. La presse s'impose par conséquent comme le principal média imprimé, où éditeurs comme rédacteurs se considèrent chargés d'une responsabilité vis-à-vis des Canadiens français: *la majorité manifestent la volonté de s'attaquer à ce problème et de combler la déficience du système d'enseignement de la Province*<sup>15</sup>.

L'édition périodique se voit donc investie d'une triple mission: informer mais aussi pallier le manque d'éducation de ses lecteurs et compenser la faible diffusion des livres. Notons à ce propos que les prémisses qui président à l'évolution de l'activité

---

<sup>12</sup> *La Vie littéraire au Québec Tome II (1806-1839) Le projet national des Canadiens*, sous la direction de Maurice Lemire, Presses de l'Université Laval, Québec, 1992, p. 60-61.

<sup>13</sup> Telle que la *Loi de l'Institution royale* de 1801, qui avait pour but d'élargir l'accès à l'instruction publique, entre autre avec la prise en charge de la rémunération des maîtres par l'Etat.

<sup>14</sup> A propos de la notion d'illettrisme et des difficultés que suppose son évaluation, voir: Verrette, Michel. «L'alphabetisation de la population de la ville de Québec de 1750 à 1849», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, n° 1, 1985, p. 51-76.

<sup>15</sup> Nova Doyon, op. cit., p. 2.

d'édition en français trahissent par ailleurs de façon frappante le fossé qui sépare les communautés en présence dans la société canadienne. Mais il est judicieux ici de développer l'analyse en distinguant et combinant non seulement les groupes ethno-linguistiques mais aussi les groupes religieux. Il apparaît ainsi que si la population catholique francophone affiche les plus mauvais résultats, les protestants francophones sont sensiblement mieux lotis, mais en retrait toutefois derrière les protestants anglophones<sup>16</sup>.

Dans ce contexte la brochure s'impose aux côtés du journal comme le meilleur véhicule des idées<sup>17</sup>. Tant pour les questions religieuses que politiques, la brochure devient un outil de diffusion du savoir. Nombreuses et variées, les brochures servent aussi bien l'éducation politique que religieuse, la propagande que la lutte électorale, et sont le lieu favori où s'expriment plumes pointues et esprits forts. Ses auteurs adoptent volontiers le ton du pamphlet et se cachent derrière des pseudonymes. A ce titre, la brochure est une arme politique appréciée et redoutée.

La brochure est également un format apprécié par l'Eglise, qui demeure par ailleurs un gros moteur de l'édition. La vitalité de sa production réside d'une part dans la diversité des ouvrages qu'elle publie, mais aussi et surtout dans l'importance des tirages qui, à la différence de ceux auxquels peut prétendre d'autres ouvrages, sont généralement élevés puisque s'adressant au très nombreux public des ouailles. Les titres imprimés par l'Eglise comptent des catéchismes, des missels, des recueils de cantique, et autres livres pieux.

L'examen de la politique éditoriale de l'Eglise révèle la qualité de ses rapports avec le pouvoir et sa fidélité à la Couronne. Or la France est régicide, et c'est sans hésitation que le clergé donne un vaste écho à certains événements politiques par la publication massive de titres qui pourraient paraître aberrants dans tout autre contexte que celui de cette colonie biculturelle. Citons pour exemple la victoire d'Aboukir, remportée par l'amiral Nelson en août 1798, et qui est l'occasion pour Plessis, alors curé de Notre-Dame-de-Québec, de publier son *Discours à l'occasion de la victoire remportée par les*

---

<sup>16</sup> Verrette, Michel. *L'alphabétisation au Québec: 1660-1900. En marche vers la modernité culturelle*. Septentrion, Sillery, 2002, p. 126-131.

<sup>17</sup> Selon Gilles Gallichan, les brochures représentent 39% de la production pour l'imprimé politique non-officiel entre 1801 et 1810. op. cit. p. 74.

*forces navales de Sa Majesté britannique dans la Méditerranée le 1 et 2 août sur la flotte française*<sup>18</sup>.

S'il est vrai que l'enseignement public est très lacunaire, il serait toutefois erroné d'omettre de noter qu'il est aussi l'un des pans principaux de l'édition, avec la publication des manuels scolaires et des livres de prix, qui sont au Québec *l'un des créneaux les plus rentables de l'édition, aussi bien religieuse que commerciale*<sup>19</sup>. Dès les premières décennies du 19<sup>ème</sup> siècle, ces derniers vont constituer le marché quasiment unique de plusieurs maisons d'édition<sup>20</sup>. Une fois encore, la structure de la société canadienne et le fait que l'enseignement public est confié aux communautés religieuses va placer l'Eglise catholique dans une situation de monopole. Etant habilitée à décider quels manuels doivent être utilisés en classe, elle se charge rapidement de la production et de la distribution des manuels scolaires. Mentionnons à titre d'illustration le voyage en Europe effectué en 1836 par le supérieur du Séminaire de Québec,<sup>21</sup> qui achète en France quelque 200 ouvrages destinés à inspirer les futurs rédacteurs canadiens français. Dans le même élan, les frères des Écoles chrétiennes fondent leur librairie en 1877, suivis en cela par la Congrégation de Notre-Dame (1881), la Librairie Saint-Viateur (1887), les frères de l'Instruction chrétienne (1900) et les frères du Sacré-Coeur (1902).

Ainsi les voies qu'emprunte l'édition pour contribuer à l'élévation du niveau d'instruction de la population francophone sont-elles marquées par des facteurs plus ou moins étroitement liés à la structure spécifique de la colonie. D'une part, l'illettrisme, conséquence indirecte de l'établissement du régime britannique, incite les éditeurs à privilégier les publications légères. D'autre part, l'Eglise, jouissant d'un rôle dominant sur l'échiquier politique à la faveur de la gouvernance britannique, s'impose comme un moteur majeur de l'édition.

---

<sup>18</sup> Au sujet de l'attitude politique de l'évêché de Québec, voir: Gallichan, Gilles. op. cit., p.76 et passim.

<sup>19</sup> *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, op. cit. p. 14.

<sup>20</sup> Les Frères des écoles chrétiennes publient leur premier ouvrage, un traité d'arithmétique, dès 1838. Voir: Aubin, Paul. La pénétration des manuels scolaires de France au Québec, *Histoire de l'éducation*, n°85, 2000, p. 3-24. Notons que le livre de prix, institution établie au milieu des années 1850, a fait la fortune de certains éditeurs, tels Beauchemin, et demeurera pour certains l'unique créneau marchand jusqu'au milieu du 20<sup>ème</sup>, lorsque la Révolution tranquille suscitera une nouvelle donne.

<sup>21</sup> Il s'agit de l'abbé Holmes. cf. Gallichan, Gilles. op. cit., p. 442-444.



Ainsi que nous allons le voir, les mêmes éléments d'analyse apparaissent à propos de l'interaction de l'activité d'édition périodique avec la formation de l'identité canadienne-française.

## Identité

Depuis la Conquête jusqu'à la Confédération en passant par la Rébellion et l'Acte d'Union, la préoccupation majeure de la communauté francophone est de résister à l'acculturation. Répondant au sentiment populaire, diffus, et s'efforçant de le canaliser en projet collectif, les divers acteurs de l'édition en français se voient, une fois de plus et quelle que soit leur orientation, progressiste ou cléricale, chargés d'une mission: sauver la communauté canadienne-française de l'assimilation et œuvrer à l'épanouissement de son identité. Ainsi, tous se reconnaissent dans une même aspiration mobilisatrice, mais encore faut-il s'entendre sur ce qui constitue ladite identité.

Il serait donc erroné de négliger la pluralité des conceptions de l'identité canadienne-française qui se profilent dès le 19<sup>ème</sup> siècle. La définition des valeurs qui la composent, la façon dont il convient de les défendre et la quête de perspectives d'avenir vont creuser le clivage entre cléricales et progressistes.

Dans le bras de fer qui les oppose, les forces libérales d'une part, qui puisent leurs forces vives dans la bourgeoisie francophone, et le clergé d'autre part, trouvent dans les colonnes des journaux une arène où ils se disputent les faveurs de l'opinion publique. En effet, la presse périodique des premières décennies du 19<sup>ème</sup> siècle est à la fois témoin et acteur de la vie du Parlement, dont elle diffuse les débats, accompagnant et stimulant les premiers pas de la démocratie parlementaire<sup>22</sup>. La voix des libéraux, particulièrement forte dans cet espace d'expression, qui accueille les idées progressistes et les critiques à l'égard du gouvernement et de l'administration coloniale, a fort à faire avec la censure politique<sup>23</sup>. Condamnations, exil, arrestations, le gouvernement du Bas-Canada recourt volontiers à la censure<sup>24</sup>. Pour ne citer que quelques exemples mentionnons l'arrestation, en 1779, du rédacteur et du propriétaire de la *Gazette littéraire*, condamnés à plusieurs

---

<sup>22</sup> Gallichan, Gilles. op. cit., p. 73.

<sup>23</sup> Doyon, Nova. *Le rôle de la presse dans la constitution littéraire au Bas-Canada et au Brésil au cours du premier 19<sup>ème</sup> siècle. Vers la formation d'une culture nationale dans les collectivités neuves des Amériques*. Thèse, Université du Québec à Montréal, 2008, p. 159.

<sup>24</sup> Gallichan, Gilles. op. cit., p. 162.

années de prison tandis que leur journal est saisi. Même chose avec le *Canadien*, organe du parti du même nom, en faveur d'un gouvernement responsable et porte-parole des Canadiens français, plusieurs fois muselé par les autorités et dont en 1810 le numéro du 17 mars est saisi, tandis que ses propriétaires sont emprisonnés. A sa suite, c'est *La Minerve* qui voit son propriétaire plusieurs fois inquiété par la justice et même emprisonné. En 1837, *La Minerve* et le *Vindicator* font l'objet de condamnations. Dans ce rapport de forces fondé sur l'opposition de la communauté francophone à l'administration coloniale autour de la défense de ses droits, la censure est donc de façon prévisible le fait des autorités en place.

Cependant, au milieu du siècle (marqué par le contrecoup des Rébellions et l'avènement de l'Acte d'Union) s'opère un renversement intéressant lorsque, s'étant dotées à leur tour de journaux pour faire entendre leur voix, les autorités ecclésiastiques prennent la relève des politiques pour initier les actes de censure, auxquels elles recourent pour combattre leurs adversaires idéologiques. S'ouvre alors une période où la censure ecclésiastique prend le pas sur la censure politique, laissant les questions de gouvernance en retrait.

Dans la lutte qu'elle engage contre les élites libérales pour imposer ses valeurs dans l'opinion publique francophone l'Eglise se situe une fois de plus à l'unisson avec son interlocuteur, le gouvernement anglophone et protestant: soucieuse de ne pas troubler le climat de tolérance religieuse dont elle jouit, elle prône une attitude loyale vis-à-vis de la couronne britannique, ménageant l'administration coloniale aux velléités assimilatrices tout en diffusant un discours qui exalte le sentiment nationaliste.

Pour exemples de la censure ecclésiastique, citons les ennuis du journal *L'Avenir* (fondé à Montréal en 1847), proche de l'*Institut canadien*, qui s'attire les foudres de l'évêché. Plus tard *Le Pays*, lui aussi proche de l'*Institut canadien* mais pourtant moins virulent que *L'Avenir*, est pendant plusieurs années (1852-1868) littéralement harcelé par le clergé, avant d'être définitivement réduit au silence. En 1892, c'est le jeune *Canada-Revue*, «revue politique et littéraire», qui se voit frappé d'anathème et bientôt condamné à une amende de 50.000 dollars dans un procès que lui intente *La Semaine religieuse de Montréal*. De même, la librairie Cadieux et Derome est empêchée de vendre des œuvres

de Victor Hugo, placé sur la liste de l'Index. Comme on le voit, le clergé soumet éditeurs et libraires québécois à un contrôle lourd et inlassable.

Ainsi, ce n'est pas sans difficultés que l'édition en français participe à l'évolution des mentalités<sup>25</sup>, car elle est étroitement encadrée: d'un côté, par l'administration coloniale pour toutes les questions d'opinion touchant le gouvernement et, de l'autre, par l'Eglise qui s'efforce non seulement de faire régner l'ordre moral, mais aussi de s'imposer en garant du bon goût, jouant un rôle déterminant au niveau des choix esthétiques.

C'est dans ce contexte que la revue s'impose dans la vie culturelle de la société québécoise comme un format de publication de première importance. En effet, au-delà de son rôle dans les échanges polémiques suscités par l'élaboration d'un projet de société, la revue va donner la parole à la production littéraire.

D'une part, ce type de publication périodique contribue largement à ouvrir des brèches dans l'enceinte conservatrice qui tend à circonscrire le paysage littéraire francophone. Ainsi, les pages de *La Gazette de Québec*, de *La Gazette littéraire*, du *Canadien* ou de *La Minerve* s'ouvrent aux poèmes et aux contes, aux pièces en vers ou en prose. C'est dans *La Revue de Montréal* que Laure Conan publie son premier roman, *Un amour vrai* (1878-1879). C'est également *La Revue canadienne* qui publie sous forme de feuilleton son célèbre roman *Angéline de Montbrun* de juin 1881 à août 1882, avant qu'il ne soit imprimé par Léger Brousseau sous forme de volume à Québec en 1884.

Cependant, c'est un autre genre de littérature qui va fournir la plus abondante production, ainsi qu'en témoigne le grand nombre de revues qui lui sont consacrées. Répondant à la méfiance et à l'hostilité des esprits conservateurs envers le roman, se situant à l'unisson d'une littérature *essentiellement croyante et religieuse* (pour reprendre les mots de l'abbé Casgrain dans son *Mouvement littéraire en Canada*), renouvelant la mobilisation autour de la trinité sol/langue/foi, le roman régionaliste va favoriser la création de plusieurs revues littéraires. Nous nous contenterons de citer *Le Canada français* et *Le Foyer canadien*, dont Casgrain est l'un des fondateurs, ou encore *Les*

---

<sup>25</sup> Notons au passage que l'activité d'édition en français n'est pas nécessairement le fait de Canadiens français. Ainsi, c'est chez William Cowan et Fils que Philippe Aubert de Gaspé fils que voit le jour en 1837 *Le chercheur de trésor*, premier roman québécois.

*Soirées canadiennes*, qui naissent sous l'égide de l'École patriotique de Québec et affichent pour objectif de *raconter les délicieuses histoires du peuple*.

Ainsi qu'on le voit, politique et religion sont les deux pôles principaux qui régissent l'évolution de l'édition québécoise. Quant à la production littéraire, elle est largement dominée par le courant régionaliste ou les thèmes patriotiques, dont elle peine à s'émanciper. Cette évolution est due certes à la place qu'occupe la communauté francophone dans la société canadienne, mais surtout au poids que fait peser la production française sur les éditeurs québécois.

### **La France**

La France a cessé en 1763 de présider au destin des Canadiens, et son orientation anticléricale a creusé un profond fossé idéologique entre elle et son ancienne colonie. Il n'en demeure pas moins que Paris continue d'exercer pour de longues décennies encore une forte attraction sur l'élite canadienne française. La France demeure un point de repère pour la vie culturelle québécoise, même si l'Église ne manque pas de la fustiger comme une nation désormais impie. Les Canadiens français restent extrêmement attachés à leur ancienne métropole, où ils recherchent reconnaissance intellectuelle et légitimation du fait français, ce qui fait du Québec une colonie intellectuelle, pour reprendre l'expression de Pierre Hébert. Tous les regards sont donc tournés vers la littérature française, quitte à dédaigner les auteurs nationaux. Dans le domaine de l'édition, qui nous intéresse ici, les Français entrevoient quant à eux assez rapidement le potentiel commercial que représente le marché québécois. Les éditeurs québécois, outre les difficultés de financement et de diffusion évoquées plus haut, doivent par conséquent affronter la concurrence de la France.

Le poids de l'importation sur le marché du livre pèse lourdement sur la production littéraire, privant les auteurs canadiens français de débouchés et contraignant nombre d'éditeurs à s'adonner à la réimpression, à la publication d'adaptations, à la reliure de livres en feuilles, voire à la simple diffusion en tant que libraires des ouvrages réalisés par leurs homologues d'outre-Atlantique.

Ainsi, à Montréal, les librairies Bossange (dès 1815), Fabre et Perrault (à partir de 1828, et qui sera aussi connue sous le nom de Librairie française) ou encore, à Québec, la

librairie Garneau (créée en 1844 par les frères Crémazie) importent-elles directement de France les ouvrages qu'elles vendent.

Les importations de livres, dont témoignent entre autres les registres de tonnage des navires en provenance de ports français, ne concernent pas seulement la littérature mais aussi les manuels scolaires. La communauté des frères des écoles chrétiennes offre une parfaite illustration de la façon dont, par le biais de l'importation, en feuilles ou reliés, de l'adaptation ou de la réimpression, les manuels français envahissent les écoles québécoises:

*Des 119 titres que la communauté publie au XIXe siècle, 26, soit 21 %, sont des réimpressions intégrales de manuels de France; et ce pourcentage grimpe à 38 % si l'on ne tient pas compte de certaines catégories de manuels – histoire du Canada, grammaire anglaise, etc. – qui ne pouvaient compter sur une source étrangère<sup>26</sup>.*

Cette pratique n'est pas le seul fait des communautés religieuses, ainsi qu'en témoigne l'exemple de John Neilson. Consultant les sources de l'Université Laval<sup>27</sup>, nous apprenons que la réimpression de manuels étrangers représente plus de la moitié de sa production, et que dans le cadre de son activité de libraire, le nombre de livres français importés qu'il met en vente entre 1792 et 1812 atteint 42.118 volumes.

On comprend mieux, à la vue de ces chiffres, pourquoi l'édition périodique est l'espace privilégié où les textes rédigés par des auteurs du pays peuvent rencontrer leur public: en effet, le marché du livre est inondé par les éditeurs français. On saisit également la nature de la double colonisation, politique et intellectuelle, britannique et française, qui influe entre autres choses sur le développement de l'édition en français. Enfin, on prend la mesure des nombreux écueils qui se sont dressés sur la voie de la littérature canadienne française, muselée tant idéologiquement qu'économiquement.

### **En guise de conclusion**

Il est difficile d'apporter une conclusion à notre propos, car il ne fait que jalonner plusieurs voies réclamant chacune une étude plus approfondie. Cependant il ressort de notre réflexion qu'il est plus juste sans doute de parler de biculturalisme que de

---

<sup>26</sup> Aubin, Paul. *La pénétration des manuels scolaires de France au Québec. Un cas-type : Les frères des Écoles chrétiennes, XIXe-XXe siècles.* in: Histoire de l'éducation, n°80, 2000, p. 3-24.

<sup>27</sup> <http://www.bibl.ulaval.ca/ress/manscol/editeurs/editeursn.html>. Consulté le 2 mai 2011.

multiculturalisme à propos de l'évolution de l'édition en français au Bas-Canada. Il apparaît également que, contrairement à ce qu'ont longtemps enseigné les historiens québécois, la Conquête n'a pas eu que des conséquences désastreuses pour les francophones. Par ailleurs, le modèle américain, tout de suite adopté par les éditeurs dans leur conception de l'imprimé augure de la spécificité du fait français en Amérique. Autre observation: bien que n'étant pas langue officielle, le français ne semble pourtant pas défavorisé dans le Bas-Canada, si l'on en juge par le nombre de journaux publiés dans cette langue.

Nous avons également mis en lumière que les acteurs exerçant la plus forte influence sur l'évolution de l'édition périodique ne sont pas directement les autorités coloniales mais bien, d'une part, l'Eglise et, de l'autre, les éditeurs français. En cela, l'édition en français révèle de façon frappante la complexité des alliances politiques au Bas-Canada et la double colonisation, politique et intellectuelle, qui a pesé sur sa société francophone.

## **Bibliographie**

Aubin, Paul. «La pénétration des manuels scolaires de France au Québec», *Histoire de l'éducation*, n°85, 2000, p. 3-24.

Beaulieu, André / Hamelin, Jean. *La Presse québécoise : des origines à nos jours*, t. 1, Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval, 1973.

Beaulieu, André / Hamelin, Jean. *La Presse québécoise : des origines à nos jours*, t. 2, Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval, 1975.

Doyon, Nova. *Le rôle de la presse dans la constitution littéraire au Bas-Canada et au Brésil au cours du premier 19<sup>ème</sup> siècle. Vers la formation d'une culture nationale dans les collectivités neuves des Amériques*, Montréal: Université du Québec à Montréal, 2008.

Fleming, Patricia / Lamonde, Yvan (rédacteurs). *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada: des débuts à 1840*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2004.

Frenette, Yvan. *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal : Boréal, 1998.

Galarneau, Claude / Lemire, Maurice (dir.), *Livre et lecture au Québec (1800-1850)*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 1988.

Gallichan, Gilles. *Livre et politique au Bas-Canada (1791-1849)*, Québec: Septentrion, 1991.

Hébert, Pierre. *Censure et littérature au Québec: le livre crucifié, 1625-1919*, Fides, Québec, 1997.

Lemire, Maurice. *La Vie littéraire au Québec*, t. 2, Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 1992.

Lemire, Maurice / Saint-Jacques, Denis (dir.). *La Vie littéraire au Québec*, t. 3, Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 1996.

Verrette, Michel. «L'alphabétisation de la population de la ville de Québec de 1750 à 1849», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 39, n° 1, 1985, p. 51-76.

Verrette, Michel. *L'alphabétisation au Québec: 1660-1900. En marche vers la modernité culturelle*, Sillery: Septentrion, 2002.